L'Anarcho-syndicaliste n°67
mai1967
Union des Anarcho-Syndicalistes

LE 17 MAI 1967...

Ce sera une journée historique du Mouvement ouvrier. Depuis plus d'un quart de siècle une grève de cette importance ne s'était pas vue.

Toute l'activité du pays paralysée, plus de 150.000 manifestants à Paris, 12.000 à Toulouse et à Lyon, 10.000 à Marseille et au Havre. D'imposants défilés à Bordeaux, St-Nazaire, à Nantes où derrière la banderole de l'U.D. - F.O. une centaine de pancartes *"A bas la dictature"* étaient clouées sur des manches de pioches parmi lesquels émergeaient le drapeau rouge et le drapeau rouge et noir.

Les travailleurs de ce pays ont montré ce jour-là qu'ils répondaient à l'appel de leurs directions syndicales, qu'ils étaient prêts à se battre, et qu'ils avaient conscience de ce que représentait comne nouvelle étape du gaullisme la demande de Pouvoirs Spéciaux.

En fait, depuis mai 58 où De Gaulle prit le pouvoir sans heurt et sans réaction des organisations ouvrières, à l'exception du S.N.I. qui fut seul à appeler ses adhérents à la grève, on eut pu croire qu'il y avait eu plus de peur que de mal. Les formes classiques de la démocratie bourgeoise pouvaient, dans la vie courante, paraître sauvegardées pour un tas de gens. Pourtant....

Pourtant, dès 58 De Gaulle portait les premiers coups à la Sécurité Sociale en démunissant de leurs prérogatives les collèges ouvriers et tentait d'établir (déjà) la franchise. Puis ce fut la réforme judiciaire, interdisant entre autres tout commentaire sur le verdict des procès. Puis ce fut la limitation du droit de grève par l'institution du Préavis en juillet 63. Plus récemment, la réforme des comité d'entreprise, liant au secret les délégués du personnel, le tout chapeauté pour la réforme administrative renforçant considérablement le pouvoir des préfets dans tous les domaines.

En même temps la bourgeoisie, avec obstination, s'efforçait d'instituer l'intégration des syndicats à l'Etat et à l'Entreprise en multipliant les comités et commissions où doit s'élaborer et s'exécuter le Plan (les CODER par exemple). Elle développait les théories de l'association Capital-Travail, de l'intégration à l'Entreprise (Thèses de Bloch-lainé) avec le concours du P.S.U. et de la C.F.D.T.-C.F.T.C., les théories du "dialogue", de la participation" à la "Planification", et de la "Politique des revenus".

Mais la classe ouvrière française n'était pas prête, ni psychologiquement démoralisée, ni physiquement battue, pour accepter d'emblée ce néo-corporatisme.

En 63 la grève des mineurs balaya comme fétu de paille le décret de réquisition signé De Gaulle. Tout récemment les métallos de Bordeaux et de St Nazaire, par leur admirable combativité, brisèrent le mur des 4 % d'augmentation de salaires prévus par le Plan que le pouvoir veut intangible.

Cette résistance ouvrière, la bourgeoisie ne veut plus, ne peut plus la tolérer; non par le fait d'un diabolique sadisme mais parce que les réalités économiques du régime capitaliste l'y contraignent.

Dans le cadre d'une concurrence internationale impitoyable, que va encore accroître la mise en oeuvre du Kennedy round, les structures anachroniques du capitalisme français ont besoin, pour que celui-ci survive, d'être systématiquement modernisées. L'Etat, au service du capital, intervient pour encourager et contrôler les fusions et concentrations d'entreprises, il planifie les licenciements d'ouvriers qui en découlent. Et surtout, par sa "politique des revenus" il entend comprimer, de manière intangible, les salaires, qui sont le seul élément compressible du prix de revient pour le capitalisme.

La concurrence internationale, notamment celle du capitalisme américain, ne laisse pas à la bourgeoisie française d'autre alternative que ce renforcement de l'Etat et son au autoritarisme, que cette mutation du régime parlementaire classique en un régime policier avec l'établissement du corporatisme, expression

sociale du fascisme. C'est cela que De Gaulle promettait dans son discours du 16 Mai quand il évoquait "un Ordre Social nouveau”.

On aurait tort de minimiser les méfaits du capitalisme se débattant dans les affres de ses contradictions. Les atrocités vietnamiennes, la "nouvelle société chrétienne" établie en Grèce où l'on fusille les porteurs de tracts, les "tensions" du Moyen-Orient qui profilent dramatiquement les perspectives d'une 3ème guerre mondiale ne sont que d'autres aspects de ces contingences économiques.

Ou, face à cette offensive générale de la bourgeoisie, la réaction ouvrière contre les Pleins Pouvoirs le 17 Mai en France représente un élément positif et réconfortant. Mais il est vrai aussi que cette journée comportait une part d'équivoque faite de la naïveté des uns, de la duperie des autres.

Les travailleurs, scandant leurs slogans, "De Gaulle au poteau", "A bas la dictature" , "Pleins pouvoirs aux travailleurs", honnissaient la bourgeoisie, son Etat, son pouvoir, sans nuance ni restriction, avec toute la vigueur et la simplicité des coeurs pur.

Le lendemain à l'Assemblée Nationale, leurs élus, leurs "représentants", devaient déposer une motion de censure et brandir devant le gouvernement cette détermination spectaculaire dont les travailleurs avaient fait preuve le 17 Mai. Les conceptions de la Gauche (sans aucun désavoeu du P.C.F.) ce fut Mendès-France qui fut chargé de les exprimer. Et voici ce que réclame ce politicien bourgeois, fort civilement écouté par la majorité, au nom des manifestants du 17 Mai:

- Une planification démocratique et dynamique.
- Une véritable politique des revenus.
- La reconnaissance de la section syndicale d'entreprise (courroie de l'association capital-travail).

Que pourraient proposer d'autres Mitterand et Mendès puisque, nous l'avons vu, le capitalisme français a besoin d’intégrer les syndicats pour se survivre, que ce soit sous la houlette de De Gaulle ou sous celle de la F.G.S.D. qui ne ferait que transposer en France la Politique des revenus imposée par le socialiste Wilson aux travailleurs anglais?

Que pourraient faire d'autre que d'applaudir Mitterand et Mendès les députés socialistes et communistes dont les premiers sont pour une bonne gestion du capitalisme, les seconds pour le maintien du capitalisme en France au nom de la "coexistence" entre régimes différents et des intérêts de la politique étrangère russe.

Ce hiatus entre la réaction des ouvriers dans la rue et le dialogue courtois qui s’instaura le lendemain au Palais Bourbon c'est toute l’histoire de la canalisation et de l'exploitation de la combativité ouvrière par une aile de la bourgeoisie, avec le concours des directions ouvrières.

Mais cette combativité existe. C'est une force encore intacte, irrésistible. Il est encore temps! Pourvu que les travailleurs prennent conscience des trahisons réitérées dont ils sont les victimes et qu'ils en tirent les leçons. Tout est là.

LES ACCORDS BERLIET DU 28 MARS 1967

Cet accord Berliet vient à la suite du lock-out de l'usine le 17 mars.

Rappelons rapidement que la direction avait décidé de fermer les portes à cause d'une série de grèves qui désorganisaient le service "expéditions internationales".

Les ouvriers manifestaient beaucoup plus pour obtenir de meilleurs conditions de travail et la sécurité de l'emloi que pour une augmentation des salaires.

LE PROTOCOLE D'ACCORD :

1- En matière de sécurité de l'emploi:

La direction prendra les décisions pour ramener les effectifs globaux au niveau compatible avec l'activité économique :

- par la limitation des embauches
- par des mesures propres à faciliter des départs volontaires et anticipés à la retraite selon des modalités variant en fonction de l'âge et de l'ancienneté qui se«« ront soumises aux organisations syndicales...
- par des réorganisations internes.
- par des mutations effectuées avec les garanties en vigueur dans l'entreprise et éventuellement une formation et une réadaptation appropriées.

Comme la vente des camions Berliet ne marche pas très fort en ce moment on peu déjà prévoir une sérieuse compression du personnel.

Qu'est-ce à dire? la retraite sera-t-elle touchée immédiatement et intégralement?

Aucune garantie sérieuse ne figure dans l'accord, d'où augmentation de cadences et licenciements éventuels.

L'information concernant les problèmes de l'emploi donnera lieu chaque mois à une communication aux différents comités d'Etablissement. Elle sera prévisionnelle et portera sur les trois mois suivants.

Traduisons: les syndicats aideront la direction à choisir dans la masse des ouvriers ceux qui seront licenciés.

La Direction ne recourra aux licenciement collectifs qu'en cas de transformation profonde du contexte économique et, de toute façon, pas avant, le 31 juillet 67.

Autrement dit la direction se réserve le droit de procéder à des licenciements collectifs. Il lui est trop facile à l'heure actuelle d'indiquer, quand elle en aura besoin, la transformation du contexte économique. La sécurité de l'emploi qui était le motif essentiel de la grève est donc mise en cause plus que jamais.

2- En matière de durée du travail:

La direction informera les représentants qualifiés du personnel en temps opportun des précisions d'horaire pour trois mois consécutifs.

La direction est prête à reprendre l'examen d'une rédution hebdomadaire du temps de présence d'une demi-heure selon les propositions faites dans le courant de 1966, dans le cadre de l'accord de 1961....

Bravo messieurs les dirigeants syndicaux!

Cet article prouve donc que les syndicats n'ont pas obtenu la garantie d'une diminution de l'horaire sans diminution de salaire.

3- En matière de salaires :

La revalorisation des appointements pourra atteindre 4,30 % suivant le décompte suivant :

- 2 % au 1er mars 67;
- 1 % au 1er mai 67;
- 0,30% au 1er mai 67 par intégra tion de la P.P.R.
- 1% supplémentaire au 1er septembre 67 si le volume moyen des débits mensuels entre le 1er Mars 67 et le 31 Juillet est supérieur de plus de 5% à la moyenne mensuelle des débits de l'exercice 66. Si ce nouveau volume n'était pas atteint au 31 juillet l'augmentation de 1% supplémentaire pourra néanmoins être accordée en fin d'année si la comparaison sur l'ensemble de l'exercice 67 faisait apparaître une hausse des débits de 5% par rapport à l'exercice précédent.

1- Cette augmentation reste dans le cadre du Vè plan.

2- Il est beaucoup plus avantageux pour la direction d'accorder une augmentation échelonnée sur l'année que de donner d'un seul coup 4,30%. Quant aux ouvriers c'est une autre affaire...

Autrement dit les travailleurs n'auront leur augmentation que si la productivité augmente. La grève aura servi à augmenter les cadences. Les ouvriers qui protestaient contre les conditions de travail seront certainement satisfaits. Beau résultat, ma foi !

- Le versement de 1% au 1er mai 67 et la cas échéant celui de 1% 1er septembre 67 pourra, avec l'accord de toutes les parties intéressées être hiérarchisé ou non hiérarchisé.

On peut compter sur la C.G.T., cette augmentation sera hiérarchisée.

- Le salaire minimum garanti sera porté à 600Fr net à payer à la date du 1er juillet 67.

4- La reprise du travail:

Fixée au 29 mars au matin.

La direction et les organisâtions syndicales se déclarent d'accord pour la reprise des activités et affirment qu'elles mettront tout en oeuvre - chacune de son côté avec ses moyens propres - pour assurer une situation normale dans l'entreprise.

La Direction prendra toute disposition pour assurer la liberté du travail.

5- Article additionnel:

Déclaration de la direction:

1- la direction prendra exceptionnellement une mesure libérale devant permettre le paiement de la journée fériée du lundi de Pâques bien que la reprise du travail n'ait pas pu avoir lieu avant le mardi 28 mars...

2- la direction ne peut envisager le paiement des jours de fermeture mais se déclare d'accord pour que les membres du personnel qui ont droit à des jours supplémentaires de congé puissent les imputer sur cette période.

Autrement dit chacun emploiera ses flics pour persuader les ouvriers de reprendre le travail.

La direction appellera éventuellement les C.R.S. (la menace est contenue, implicitement).

Quant aux délégués syndicaux, ils utiliseront les ressources de l'appareil et les belles formules du genre: "Camarades nous avons gagné ...Il faut savoir terminer une grève".

Les flics du patronat et ceux de l'appareil travaillent la main dans la main.

.... Quel cadeau royal!

Quels sont donc les membres du personnel qui ont droit à des jours supplémentaires de congé?
Messieurs les délégués syndicaux ne répondez pas tous à la fois!

LA SALE BESOGNE DES BUREAUCRATIES

Les travailleurs se rendent compte de plus en plus clairement de la trahison des bureaucraties syndicales.

En Belgique quatre cents ouvriers de l'usine métallurgiqu. Germain Anglo de la Croyère, près de la Louvière ont entamé leur deuxième semaine de grève. Ils occupent l'usine sur laquelle ils ont hissé le drapeau noir.

Cette entreprise, spécialisée dans la construction de matériel ferroviaire était condamnée à disparaître. Il y avait dans la région avant 1940, 35 usines de cette sorte. Il en reste une demi-douzaine .

Le 22 Mars dernier le personnel avait reçu un préavis de licenciement.

Voyant l'évolution du conflit le gouvernement belge a proposé un sursis permettant d'envisager d'hypothétiques possibilités de reclassement. Cette proposition fut acceptée par les délégués syndicaux trop contents d'interrompre le mouvement, mais les travailleurs l'ont rejetée et mis leurs dirigeants à la porte.

Dimanche 21 Mai le premier ministre est venu haranguer les grévistes maniant tour à tour la démagogie, et la menace:
"Je suis venu, leur dit-il, *parce que j'ai appris que vous n'aviez pas cru vos délégués syndicaux qui avaient accepté la semaine dernier les propositions gouvernementales. Je suis venu parce que vous avez manifesté votre volonté de défendre vos intérêts avec énergie certes, mais aussi dans l'ordre. Ce qu'il faut maintenant c'est une solution à moyenne et longue échéance.*
Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions, le gouvernemet ne peut accepter la mise sous séquestre de l'entreprise. D'ailleurs il est bien connu que l'Etat est un mauvais patron. Je dois encore vous dire que vous

faîtes fausse route en rejetant mes propositions.

J'ai joué avec vous carts sur tables. Vous âtes libres maintenant de refuser nos propositions. Mais le gouvernement ne pourra pas continuer à vous payer. Pensez à vos femmes et à vos enfants..."

(Voir Le Monde des 22 et 23 Mai)

Une telle déclaration ne saurait être plus claire! Elle prouve la volonté du gouvernement belge de briser la résistance ouvrière. Mais elle prouve aussi son embarras devant le débordement des appareils syndicaux par une base qui a pris conscience qu'elle seule peut défendre ses propres intérêts. Mais surtout elle met en lumière la sale besogne des bureaucrates chargés d'encadrer et de mater la classe ouvrière.

Les travailleurs de la Croyère nous donnent l'exemple à suivre. Notre situation est identique. Nous aussi nous n'arriverons à nous défendre et à attaquer le patronat, et l'Etat que si nous balançons par dessus bord nos appareils syndicaux trop contents de ramasser les miettes du capitalisme.

“LES BONNES AFFAIRES”

La guerre du Vietnam est une bonne affaire pour les capitalistes des U.S.A. et du monde.

Le budget de la guerre atteint presque la moitié du budget national total d'un pays comme la France.

L'industrie de guerre a permis de relancer l'économie qui s'essouflait. On n'est guère surpris de la nécessité pour les U.S.A. de faire tourner leur machine de guerre, quand on compare le montant du budget militaire par rapport à celui de l'ensemble du pays:

Données publiées par l’Express:

Année	*Budget total U.S.A.*	*Budget défense U.S.A.*	*Budget guerre du Vietnam*
1965/65	*96,5*	*107*	*126,7*
1965/66	*50*	*56,9*	*77,4*
1966/67	*0,103*	*5,8*	*19,5*

Le plus fort c'est que certains syndicats des U.S.A. poussent à la roue pour que les entreprises obtiennent des commandes d'armement. Ils évitent ainsi d'avoir à manifester contre le chômage (drôle de façon de pratiquer l'internationalisme prolétarien).

Les capitalistes installés en Asie trouvent également que la guerre leur rapporte. Lorsque, il y a quelques semaines on parla de négociations, la Bourse de New-York ne broncha pas, mais celle de Tokyo connut une baisse spectaculaire. Récemment un banquier de Hong-Kong à qui on proposait de s'intéresser à une importante affaire de construction navale répondit: *"Tout dépend des chances de prolongation du conflit vietnamien"*. Un homme d'affaires allemand qui prospectait le marché indien faisait au correspondant de l'Express cette remarque: “Ce qu'il faudrait à ce pays, c’est une bonne révolution communiste au Bengale et une intervention américaine. Cela commencerait à valoir la peine d'y investir.

Pendant ce temps-là, les Vietnamiens meurent ! Il est grand temps que les travailleurs renoue avec la solidarité et l’internationalisme prolétariens; le meilleur moyen de venir en aide à ceux qui luttent c'est d'attaquer le capitalisme là où nous sommes, dans nos usines, dans nos bureaux. Toute victoire remportée sur le dos de notre Etat, de nos patrons affaiblit le capitalisme dans son ensemble. Mais pour cela, la il faut abandonner le mythe de la coexistence pacifique entre exploiteurs etexploités.

BIBLIOGRAPHIE:

“J’AVAIS VINGT ANS” (un jeune ouvrier au du siècle)

Né au début de ce siècle, orphelin de père, René Michaut a connu la dure vie du petit peuple de Paris. C'est ce qu'il évoque au début de son récit. Après son échec au certificat d'études, il entre au travail dans "la chaussure". Ilnous fait assister à son éveil, aux luttes syndicales, aux manifestations, aux grèves. Et cela a tôt fait de l'amener à une conception révolutionnaire de l'action ouvrière, au déferlement de chauvinisme de la première guerre mondiale. Incorporé sous "les drapeaux", il a tôt fait de passer dans l'illégalité, de s'enfuir de la caserne...

Le livre de René Michaut, ce recalé au CEP, est un document vivant, et bien écrit.
Aux Editions syndicalistes, 21 rue Jean-Robert Paris 18ème.

QUI SONT CES ANARCHISTES?

Au cours du défilé du 1er Mai 1967 à St-NAZAIRE, des jeunes militants anarchistes ont été violemment attaqués par un groupe de militants communistes, des journaux ont été arrachés et jetés par terre.

DES MILITANTS SYNDIQUES!

Les Camarades étaient venus avec Maurice JOYEUX, militant libertaire qui, en tant que syndicaliste, a parlé au Meeting du 1er Mai pour la C.G.T.F.O.

Ces Camarades étaient venus avec les artistes qui l'après midi chantaient au gala organisé par la Mairie et le SNOS au profit des grévistes.

Car c'est eux, les anarchistes du groupe Louise Michel qui ont trouvé les chanteurs et mis sur pied le gala.

Ces Camarades étaient venus vendre le *"MONDE LIBERTAIRE"* et l'argent devait, être versé au profit de la caise des grévistes.

DES MILITANTS OUVRIERS!

Mais les anarchistes sont aussi présents au 1er Mai car c'est la célébration et le souvenir des victimes du 1er Mai 1886. Ce jour là, à Chicago furent arrêtés 8 militants anarchistes dirigeant la grève. Cinq furent exécutés (SPIES, ENGEL, FISCHER, PARSON et LINGG), trois virent leur peine commuée en prison à vie (FIELDEN, NEEBE et SCHWAB).

Voilà les origines du 1er Mai, que cela plaise ou non!

Depuis 100 ans, les anarchistes sont partout ou se bat la classe ouvrière, en 1886 comme en 1967.

DEMOCRATIE OUVRIERE ET UNITE SYNDICALE!

Des divergences profondes ont toujours existé dans le mouvement ouvrier. Entre anarchistes et marxistes dès la 1ère Internationale. Entre Marxistes réformistes et marxistes révolutionnaires dans la 2ème Internationale.

Ces divergences ont donné lieu à des polémiques violente. Mais jamais, avant l'époque stalinienne, ces divergences ne se sont réglées par des coups entre militants ouvriers!

Ces méthodes staliniennes, on les croyait condamnées à tout jamais par les communistes eux-mêmes.

Le Groupe Libertaire de St-NAZAIRE demande à toutes les Centrales Syndicales, à tous les Travailleurs de protester contre ces méthodes et d'imposer le respect de la démocratie ouvrière qui, seule, permettra, la réunification syndicale.

Le Groupe Libertaire de St NAZAIRE

LE LIVRE BLANC DE MISSOFFE

L'opération publicitaire lancée par Misoffe a eu au moins un avantage de mettre en évidence, grâce aux commentaires qu'elle a suscités la situation catastrophique de la jeunesse.

Quelques chiffres d'abord:

70 % des jeunes de 16 à 21 ans sont lancés dans vie active, la plupart sans qualification professionnelle sérieuse et gagnent environ 520 francs par mois. Inutile d'ajouter que beaucoup de ces jeunes n'arrivent pas à trouver du travail, ils ne figurent pas dans les statistiques de chômage puisqu'ils soit chômeurs avant d'avoir travaillé et par voie de conséquent n'ont pas droit à l'allocation de chômage.

220.000 jeunesmariés ont moins de 25 ans et ne peuvent trouver un logement, les loyers étant trop élevés pour leur ressources.

39.000 jeunes ménages totalisent 127.000 personnes, s'entassent dans 47.000 pièces d'habitation. Et la situation ne fera qu'empirer.

Que fait l'état pour les jeunes?

Il consacre 4,35% du Produit national brut à l'enseignement contre 5,80% aux U.S. A., 5,80 % aux Pays Bas, 5,04% en U.R.S.S. La formation professionnelle est aujourd'hui entre les mains du patronat. Il facilite la construction des appartements de haut standing en accordant des crédits aux constructeurs promoteurs.

Quant aux logements sociaux, ils ont du plomb dans l'aile le gouvernement a récemment augmenté les taux d'intérêt de prêts consentis aux H.L.M. ce qui va faire augmenter les loyers de 30 à 40%.

Les jeunes qui ne pouvaient pas déjà se payer le luxe de loger en H.L.M. ne sont pas à la veille d'y entrer.

Sans commentaires !

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

Michel GATINEAU Groupe scolaire Pasteur ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.